

Quand le Président jupitérien prend l'eau aux Antilles...

Article rédigé par *Liberté politique*, le 13 septembre 2017

[Boulevard Voltaire]

Présidence jupitérienne oblige, la parole d'[Emmanuel Macron](#) devait se faire rare, à l'exact contraire de ses prédécesseurs, dont le moins qu'on puisse prétendre est qu'ils ne jouaient pas exactement la carte du mystère et de l'attente.

Mais la verticalité du pouvoir, à l'origine feuille de route théorisée par le mari de Brigitte Trogneux, semble connaître aujourd'hui quelques retards à l'allumage.

Du côté de la parole tout d'abord, lorsqu'il se permet de traiter ses compatriotes de « *fainéants* », qu'il s'agisse du personnel politique français et non point des Français tout court, à en croire les dénégations du porte-parole de son gouvernement.

Quoi qu'il en soit, cette sortie est d'autant moins régaliennne qu'elle a été prononcée de l'étranger, ce qui est contraire à la coutume voulant qu'un Président s'interdise de commenter la politique intérieure française en dehors de nos frontières.

De même, si Jupiter il y a, ce dernier n'a jamais été connu – les récits mythologiques sont formels sur ce point – pour descendre tous les quatre matins de l'Olympe et s'en aller jouer les assistantes sociales. D'où cette équipée humanitaire dans la France ultramarine n'ayant manifestement rien de jupitérien.

Un comportement digne de cette épithète – et cela vaut pour François Hollande et [Nicolas Sarkozy](#) – aurait surtout consisté à ne pas laisser nos îles du lointain se transformer en poubelles ouvertes à tous les trafics, qu'ils soient de drogue ou d'immigrés clandestins. Ce, avec la violence qui va avec, tel qu'en témoignent ces scènes de pillage dont les responsables sont, en leur écrasante majorité, issus de cette population forte de cent nationalités différentes et représentant désormais plus de 30 % des habitants de Saint-Martin (voir, à ce sujet, l'excellent article de Marie Delarue dans notre édition d'hier).

Bref, Macron aux Antilles, c'est un peu le général Mac Mahon qui, visitant les victimes d'une inondation, ne trouva rien de mieux que de s'exclamer : « *Que d'eau, que d'eau !* » Bien sûr, on ne saurait prendre des lois d'exception contre les intempéries, fussent-elles exceptionnelles, mais c'est à propos de la réactivité de ce même gouvernement, à propos de cette violence endémique qu'une commission d'enquête parlementaire va être mise en place, à la demande de l'opposition tout entière.

Qu'en sortira-t-il ? Probablement ce dont on est habituellement en droit d'attendre d'une commission parlementaire. Cela suffira-t-il à répondre aux angoisses des populations concernées ? Rien n'est moins sûr, à en croire ce restaurateur de Saint-Martin, interrogé par nos confrères du *Point* : « *On est restés quatre, cinq jours sans aide, à se défendre tout seuls contre des gens armés... La gestion de l'État français ? Je suis vraiment désolé, mais zéro. On n'a pas du tout été soutenus...* »